

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

41^e colloque organisé par la Commission de droit social du SAF

LOI TRAVAIL : LA PARER / S'EN EMPARER ?

Nicolas Moizard

Savine Bernard

Anne Dufour

Cyril Wolmark

Nicolas Spire

Liliane Boitel

Rachel Saada

Isabelle Teraud

JURISPRUDENCE

Voir notamment

L'assiette de calcul du budget du comité d'entreprise : la question de l'intégration des rémunérations des dirigeants sociaux.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 novembre 2016 – Note Lauric Douvisi-Morris (p. 261)

Disparité du coût de la vie et justification d'une exception au principe « à travail égal, salaire égal » : quels moyens pour une riposte ?

Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 septembre 2016 – Note Myriam Castel (p. 264)



AVRIL 2017

41^e colloque organisé par la Commission de droit social du SAF
3 décembre 2016

LOI TRAVAIL : LA PARER / S'EN EMPARER ?

Enjeux et perspectives offerts par l'application des normes constitutionnelles et internationales, au regard de la loi « Travail » *Contrer et construire* par Nicolas Moizard, Professeur à l'Institut du travail, Université de Strasbourg, équipe de droit social, UMR DRES..... 209

Dérogation légale à l'obligation de transfert : le garde-fou de la Directive par Savine Bernard, Avocate au Barreau de Paris 217

Accords de préservation de l'emploi, licenciement pour inaptitude et licenciement pour motif économique : étendue du contrôle du juge sur la cause réelle et sérieuse du licenciement par Savine Bernard, Avocate au Barreau de Paris, et Anne Dufour, Conseillère prud'homme, Paris..... 221

Neutralité dans l'entreprise ou neutralisation des travailleurs ? par Cyril Wolmark, Professeur à l'Université de Paris Ouest Nanterre La Défense 226

L'expertise CHSCT dans la loi du 8 août 2016 (art. 31 du projet de loi *El Khomri*) par Nicolas Spire, Sociologue du travail 233
Annexe 241

Médecine du travail : la sélection au détriment de la prévention par Liliane Boitel, Médecin du travail 242

Médecine du travail : la sélection au détriment de la prévention par Rachel Saada, Avocate au Barreau de Paris 245

Négociation collective d'entreprise : reprendre la dynamique de conquête des droits par Isabelle Taraud, Avocate au Barreau du Val-de-Marne..... 248

Document

La santé au travail est un concept puissant associant deux notions anthropologiques majeures : le travail et la santé – Document CGT 253

Intervention policière, dérives, violences et traitement judiciaire : l'urgence d'un débat – Tribune du Syndicat de la Magistrature 256

Jurisprudence

COMITÉ D'ENTREPRISE – Financement – Assiette patronale de contribution – Détermination – 1^o Transaction – Portée – 2^o Rémunération des dirigeants – Exclusion – Sommes dues au titre du mandat social.
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 3 novembre 2016 (p. n°15-19.385) 261

Note **Lauric Douvisi-Morris**, Avocat au Barreau de Saint-Nazaire, chargé de travaux dirigés à l'Université de Nantes..... 265

ÉGALITE PROFESSIONNELLE – Atteinte au principe A travail égal, salaire égal – Engagement unilatéral de l'employeur – Eléments objectifs justifiant la différence de traitement – Disparité du coût de la vie entre des établissements différents – Office du juge.

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 14 septembre 2016 (p. n° 15-11.386)	264
Note Myriam Castel , ATER, Chercheur à l'IRDEIC, Université Toulouse-1 Capitole	265

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES – Procès-verbal des opérations électorales – Signature de tous les membres du bureau – Principe général du droit électoral – Défaut – Irrégularité justifiant à elle seule l'annulation des élections.

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 7 décembre 2016 (p. n° 15-26.096)	270
Note	270



Edition Dalloz – 2017
ISBN : 978-2-247-17037-1-4705376
32 euros

PROPOSITION DE CODE DU TRAVAIL

Sous l'égide du Groupe de recherche pour un autre Code du travail (GR-PACT)

Cette proposition de refonte complète du Code du travail a pour finalité de rendre le droit plus accessible, mais aussi de l'adapter aux difficultés de notre temps. L'évolution du travail et de ses contextes imposent de penser de nouveaux périmètres et de nouvelles protections.

Ce code propose donc de profondes réformes, dans tous les domaines du droit du travail. Il entend aussi préserver et renforcer certains grands acquis historiques.

Ce travail est le résultat de nombreuses consultations, menées auprès de divers acteurs du droit du travail. Il a été rédigé par le Groupe de recherches pour un autre Code du travail (GR-PACT) lequel est composé d'une vingtaine d'universitaires spécialisés en droit du travail, issus d'une dizaine d'universités. Ils sont d'opinions diverses, mais tous se sont extirpés de leur rôle habituel de commentateurs, pour défendre une matière attaquée de toute part, au nom d'une certaine idée de la loi, générale, accessible et protectrice.

Sous la direction de Emmanuel Dockès

Avec le concours de Gilles Auzero, Dirk Baugard, Pierre-Emmanuel Berthier, Michèle Bonnechère, Vincent Bonnin, Augustin Boujeka, Laure Camaji, Florence Debord, Josepha Dirringer, Ylias Ferkane, Carole Giraudet, Franck Héas, Julien Icard, Anja Johansson, Sylvaine Laulom, Hélène Melmi, Cécile Nicod, Jean Pélissier, Sophie Rozez, Morgan Sweeney, Sébastien Tournaux, Christophe Vigneau.



Commande et abonnement
à 263, rue de Paris, case 600,
93516 Montreuil cedex ou
sur notre site Internet www.nvo.fr
Prix du numéro : 7,50 euros
(+ forfait de 3 euros par envoi).
Abonnement : 9 € par mois ou
108 euros par an incluant la RPDS
papier et son supplément Internet
(RPDS numérique + le guide
droit du travail en actualisation
permanente + la veille juridique).

LA LOI « TRAVAIL » DANS LA RPDS

N° 860 – Décembre 2016

- Vers un droit du travail éclaté
- Les nouvelles règles de la négociation collective

N° 862 - Février 2017

- La durée du travail
- Les accords de préservation et de développement de l'emploi
- Les institutions représentatives du personnel encore malmenées

N° 863 - Mars 2017

- La santé au travail fragilisée
- Licenciements économiques : nouvelles facilités pour les employeurs
- Formation professionnelle : des nouveautés et des aménagements

Le DROIT OUVRIER

REVUE JURIDIQUE DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

BULLETIN D'ABONNEMENT (annuel, 12 numéros)

Nom Prénom

Profession ou fonctions (facultatif)

Adresse

.....

.....

Code postal Ville

Bulletin à retourner :

DROIT OUVRIER - Service Abonnements

263, rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex - Tél.: 01 55 82 81 98

avec un chèque à l'ordre de : « Droit Ouvrier » CCP n° 1 1779.430 Paris

Tarifs : France : **105 euros**

Étranger : **137 euros**

Adhérent CGT ou étudiant : **82 euros**

Pour la rédaction uniquement, adresser les propositions de contribution, l'envoi de la jurisprudence à :

Arnaud MAZIÈRES, rédacteur en chef : arnaud.mazieres@gmail.com

ou

Droit Ouvrier : 263, rue de Paris, Case 5-3, 93516 MONTREUIL CEDEX